Jean-Noël Jeanneney

L'État blessé

Café Voltaire

Flammarion

Extrait de la publication

Jean-Noël Jeanneney

L'État blessé

« Malheur provisoire ou mutation durable ? La dégradation de l'État à laquelle nous assistons est-elle définitive ou réversible ?

Les confidences de hauts fonctionnaires ont nourri ce livre à la fois angoissé et combatif. »

Café Voltaire

Flammarion

12-III N Création Studio Flammarion

Extrait de la publication

L'État blessé

Déjà parus dans la collection Café Voltaire

Jacques Julliard, *Le Malheur français* (2005).
Régis Debray, *Sur le pont d'Avignon* (2005).
Andreï Makine, *Cette France qu'on oublie d'aimer* (2006).
Michel Crépu, *Solitude de la grenouille* (2006).
Élie Barnavi, *Les religions meurtrières* (2006).
Tzvetan Todorov, *La littérature en péril* (2007).
Michel Schneider, *La confusion des sexes* (2007).
Pascal Mérigeau, *Cinéma : Autopsie d'un meurtre* (2007).
Régis Debray, *L'obscénité démocratique* (2007).
Lionel Jospin, *L'impasse* (2007).
Jean Clair, *Malaise dans les musées* (2007).
Jacques Julliard, *La Reine du monde* (2008).
Mara Goyet, *Tombeau pour le collège* (2008).
Étienne Klein, *Galilée et les Indiens* (2008).
Sylviane Agacinski, *Corps en miettes* (2009).
François Taillandier, *La langue française au défi* (2009).
Janine Mossuz-Lavau, *Guerre des sexes : stop !* (2009).
Alain Badiou (avec Nicolas Truong), *Éloge de l'amour* (2009).
Marin de Viry, *Tous touristes* (2010).
Régis Debray, *À un ami israélien*, avec une réponse d'Élie Barnavi (2010).
Alexandre Lacroix, *Le Téléviathan*, (2010).
Mara Goyet, *Formules enrichies* (2010).
Jean Clair, *L'Hiver de la culture* (2011).
Charles Bricman, *Comment peut-on être belge ?* (2011).
Corrado Augias, *L'Italie expliquée aux Français* (2011).

Extrait de la publication

Jean-Noël Jeanneney

L'État blessé

Café Voltaire
Flammarion

Extrait de la publication

© Flammarion, 2012.
ISBN : 978-2-0812-8355-8

Extrait de la publication

INTRODUCTION

Sous le fouet de la crise, l'État retrouve tout son prix. Voici que se ride comme une vieille pomme le libéralisme triomphant qui, porté et incarné par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, a balayé l'Occident, à partir du monde anglo-saxon, dans les années mille neuf cent soixante-dix et quatre-vingt. Il fallut l'autorité de François Mitterrand, président de la République en cohabitation, pour que le gouvernement de Jacques Chirac, docile aux seuls vents du moment, échouât, entre 1986 et 1988, à constituer pareille doctrine en idéologie française.

Les tenants du tout-au-marché, les sectateurs du « laissez-faire laissez-passer », les adorateurs de l'argent-roi salué et promu comme le régulateur le plus efficace des sociétés prospères, les obsédés de la concurrence « non faussée » posée comme déesse appelant les génuflexions, tous ces gens-là, soudain, filent plus doux. Le *Financial Times* fait appel aux pouvoirs publics ; les descendants d'Adam Smith réclament que la fameuse « main invisible » du marché soit enserrée par les gouvernements dans un gant de fer ; les banquiers, si jaloux naguère de leur indépendance, se sont montrés prêts, pour que les aide l'argent public, à toutes les contritions et à tous les gestes

Extrait de la publication

symboliques d'allégeance aux ministres en place et même si on voit bien qu'ils escomptent le plus prompt retour possible au bon vieux temps, chacun ressent, parmi les soubresauts réitérés de la crise, qu'ils sont contraints encore à quelque patience.

On demeure sidéré, sans en être, en vérité, attristé, par la violence de la mutation que le monde capitaliste a connue, à cet égard, en quelques années. Dans un opuscule intitulé *Feu l'État*, paru en 1923, Robert de Jouvenel, journaliste radical fameux en son temps, résumait ainsi le « contrat » que, disait-il, les industriels proposaient à l'État : « Vous avez la puissance publique, mais nous seuls avons la compétence ; il est donc normal que vous nous prêtiez libéralement votre force, mais il serait absurde que vous prétendiez nous imposer le contrôle de votre ignorance. » Et il concluait : « En vertu de ce système, les pouvoirs publics n'avaient plus qu'à imposer les lois exigées par cette classe auguste, sans en contrôler l'utilité ni même la simple équité[1]. » Voilà une analyse qui paraît dépassée – au moins dans l'ordre des principes…

C'est à peine si l'on entend encore les murmures doctrinaires de quelques « libéraux » éperdus qui retrouvent les paroles du « patron des patrons » de l'avant-dernière guerre, Claude-Joseph Gignoux : « Ce qu'on appelle le chaos capitaliste n'est rien d'autre que le produit détestable d'un système déformé depuis vingt ans par d'incohérentes interventions de l'État. » Ces voix-là s'éteignent

1. Robert de Jouvenel, *Feu l'État*, Ferenczi, 1923, p. 26.

doucement dans le brouillard et n'en resurgiront pas avant quelque temps. Les Républicains du Tea Party, aux États-Unis, peuvent bien en faire leur credo, l'Atlantique paraît assez large pour que celui-ci, au moins de nos jours, ne le franchisse plus.

Ainsi retrouvent de belles couleurs, en France, deux héritages, celui du général de Gaulle, fondateur de la Ve République, et celui des grandes figures de la IIIe : Gambetta, Clemenceau, Jaurès. Ces quatre personnages que M. Guaino a mis à tort et à travers, de discours en discours, dans la bouche de Nicolas Sarkozy sont en réalité des parrains bienveillants pour le propos qui est développé dans ces pages. À leurs yeux, tous les individualismes conjugués ne pouvaient pas, selon je ne sais quelle alchimie mystérieuse, donner le meilleur des mondes possibles.

Voyez Gambetta, en mars 1881, annonçant l'État-providence : « Cet État, précisément parce qu'il est le metteur en œuvre de toutes les richesses, de toutes les énergies de la nation, doit, à son tour, et au nom des grands intérêts sociaux dont il a la garde, se retourner vers la maladie, vers la misère, vers le chômage, vers les incertitudes d'existence qui augmentent à mesure que les forces vitales d'une nation grandissent elles-mêmes ; et il doit comprendre qu'il a un mandat de protection, d'assistance et de prévoyance[1]. »

1. Cité par Pierre Antonmattei, *Léon Gambetta, héraut de la République*, Michalon, 1999.

Sur Clemenceau, Albert Thibaudet, d'ordinaire si subtil, se trompait quand il écrivait que celui-ci « laissait l'exemple singulier d'un homme qui a aimé le pouvoir et qui a aimé la patrie sans aimer l'État[1] ». Je ne le crois pas juste. N'importe quel État ? Certes non, disait cet homme-là, mais l'État, oui, « vivant, bienfaisant, si chaque membre de la communauté donne une part de sa vie pour faire la vie commune, une part de son dévouement pour constituer le bienfait commun ». Et ceci encore, en direction des libéraux de son temps : « Vos lois naturelles, vous les violez à votre aise, pour empirer les injustices du sort. De quel droit pourriez-vous refuser à la communauté de leur faire obstacle pour refuser ces mêmes iniquités ? Le pouvoir politique sera pour la masse ce qu'il a été pour les oligarchies, l'instrument de la conquête d'un pouvoir économique[2]. »

Jean Jaurès aussi était passionnément attaché à la bonne marche de l'État. Dénonçant les sectaires de son parti qui ne voyaient en celui-ci que l'outil de la domination bourgeoise, il écrivait, dans son livre *L'Armée nouvelle*, en 1910 : « Figer l'État, c'est supprimer l'espérance, c'est supprimer l'action. (…) Non, l'État démocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène et d'un seul métal, ce n'est pas une idole monstrueuse et impénétrable qui, de son

1. Albert Thibaudet, « Anatole France et Clemenceau », *La Nouvelle Revue française*, 1er février 1930, repris dans *Réflexions sur la politique*, éd. Antoine Compagnon, coll. Bouquins, 2007, p. 405.

2. Georges Clemenceau, *La Mêlée sociale*, Charpentier Fasquelle, 1895, p. 274 et 270.

Extrait de la publication

poids toujours égal et de son ombre immobile, opprime uniformément les générations jusqu'à l'heure où les prosternés, se relevant soudain, la renversent d'un coup. » À ses yeux, plutôt que le simple reflet d'un rapport de forces, l'État pouvait être, au service du peuple dans ses profondeurs, et d'abord du prolétariat, le plus précieux des instruments d'une marche en avant vers moins d'injustices et une société moins inégale et plus rayonnante. Et c'est pourquoi, au nom même du mouvement social, Jaurès était si attaché à l'efficacité que l'État devait puiser dans sa propre dignité[1].

Quant à de Gaulle, dix citations possibles, dont celle-ci : « Le marché, il a du bon. Il oblige les gens à se dégourdir, il donne une prime aux meilleurs. Mais en même temps, il fabrique des injustices, il installe des monopoles, il favorise les tricheurs. Alors ne soyez pas aveugle en face du marché. Il ne faut pas imaginer qu'il réglera seul les problèmes. Le marché n'est pas au-dessus de la nation et de l'État. C'est l'État, c'est la nation qui doivent *surplomber* le marché[2]. »

Cet héritage, qui paraissait naguère à beaucoup comme voué à se dissoudre, la France éprouve à nouveau un formidable besoin de le régénérer, de le revaloriser, de lui redonner sa pleine vertu

1. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Imprimerie nationale, 1992, p. 467.
2. Le 12 décembre 1962, cité par Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Éditions de Fallois-Fayard, 1994, p. 523-524.

Extrait de la publication

positive. La France souhaite la dignité de l'État, son efficacité, son équilibre.

Oh ! certes, l'opinion, chez nous, ne cessera pas de grommeler, souvent à bon droit, contre telle ou telle lourdeur de la fonction publique, contre ses désordres et ses redondances. La question des réformes, constamment indispensables, est d'une urgence qui ne faiblit pas et beaucoup de bons esprits s'y attachent, avec le souci de rendre l'administration plus efficace : plus de nerf et moins de graisse. Rien dans ce livre ne devra être lu comme la défense des corporatismes, des langueurs, sinon des léthargies, qui parfois la plombent. Cet État, il n'est pas question de le sacraliser. Il doit justifier constamment sa nécessité et ne demander à chacun des citoyens que ce que requiert explicitement le bien de tous[1]. Rien de plus juste, mais sa nécessité demeure, sous cette réserve – ou à cause d'elle –, éclatante.

Les propos de François Bloch-Lainé, archétype de ces hauts fonctionnaires qui ont brillé par leur énergie et leur désintéressement au cours des Trente Glorieuses (heureux effet d'une économie dirigée, ou pour le moins concertée[2]), ces propos, tenus en 1995, conservent leur pleine validité : « Il

1. J'emprunte cette formule à Paul Valéry, *Allocution radiodiffusée* du 16 septembre 1939, citée par Philippe-Jean Quillien *in Paul Valéry et le Politique*, L'Harmattan, 1994, p. 104.

2. Les analyses de Richard F. Kuisel, *Le Capitalisme et l'État en France, modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Gallimard, 1984, gardent ici, trois décennies plus tard, leur justesse.

faut éviter les interventions qui ne sont pas nécessaires ; simplifier constamment les formalités requises ; développer les services qui sont à opérer au second degré, plutôt qu'en prise directe quand il est plus avisé de « faire faire » que de faire ; discuter et expliquer davantage les raisons et les façons d'intervenir en chaque occurrence ; s'efforcer de plaire, plutôt que de faire peur, mais sans s'abaisser ; et surtout considérer le service public comme un moyen, non comme une fin[1]… » Soit. Mais dans la même page il fustigeait la séduction qu'exerçaient Ronald Reagan et Margaret Thatcher sur « les bavards et les girouettes ».

Il suffit en effet que surgissent des inquiétudes inédites sur la santé publique, les catastrophes naturelles, les dégradations du paysage et les dévergondages du capitalisme pour qu'on regarde vers le gouvernement et qu'on en attende des déterminations traçant le chemin au service de l'intérêt général ; pour que chacun, en France, ressente un violent besoin d'État.

Il est tant de pays sur la planète qui connaissent les cruautés d'une société sans véritable État ! Leurs habitants savent ce que cela veut dire en termes d'inégalités, de violences, d'injustices. Ils savent la nocivité de petits seigneurs qu'influencent toutes sortes de ressorts inavouables – ou quasi avoués… Leurs peuples jalousent parfois la longue maturation, pluriséculaire, qui a doté la France (et quelques autres) de cet instrument certes imparfait,

1. François Bloch-Lainé, *Ce que je crois*, Grasset, 1995, p. 144.

Extrait de la publication

certes critiqué, mais qui permet d'être asymptotique à la civilisation, pour plus de sûreté et moins d'injustice.

Or, voici que cet État si précieux risque de se trouver dévoyé. Le voici déséquilibré et dévalorisé depuis que Nicolas Sarkozy a accédé, en mai 2007, à sa tête. Cet homme ne sait pas parler de l'État. Il ne sait pas parler à l'État. Le chagrin que peuvent en éprouver les républicains serait de toujours ; dans le paysage redoutable qui nous entoure, il se mue parfois en angoisse.

On viendra nous dire que dans d'autres pays d'Europe un semblable affaiblissement de l'État est constaté, restreint qu'il est par Bruxelles. À quoi il faut rétorquer que la belle aventure de l'Union européenne, sans précédent dans l'Histoire, qui comporte des dessaisissements de souveraineté, généralement bienvenus, parfois indus, ne rend que plus indispensable la solidité de l'État national pour que celui-ci sache et puisse faire valoir, grâce à son prestige, les intérêts de la collectivité dont il assume le destin.

Les hauts fonctionnaires qui souffrent cruellement de cette situation sont empêchés de la dénoncer eux-mêmes en public. Par prudence chez certains (la rancune du président est brutale), par attachement au devoir de réserve chez tous. Mais il suffit de multiplier avec eux les conversations privées pour savoir que le message que porte ce livre rencontrera l'assentiment de beaucoup – en dehors des quelques-uns qui servent le chef au plus

Extrait de la publication

près et ont choisi, soit par calcul, soit par adhésion sincère, de lier leur sort au sien.

Que le lecteur ne s'y trompe pas : mon propos n'est pas moralisant. Je parle politique, sous l'éclairage de l'Histoire. Comprendre, expliquer, dénoncer, ce doit être une contribution à l'avenir de notre patrie. Il n'est pas d'école dont je me sente plus éloigné que celle du « déclinisme », dont la tonalité est familière à beaucoup de vieillards entonnant, comme dans le film de René Clair, *Belles de nuit*, l'air du « c'était tellement mieux avant ».

Les atouts de notre pays, enracinés dans une longue histoire, renforcés par un dynamisme démographique, aiguillonnés par les défis que proposent, à l'aube des drames probables, les nouvelles technologies, encouragent à la fois la lucidité sur nos manques et l'optimisme sur les vastes entreprises. Chacun peut opposer les succès aux déconfitures. Chacun peut choisir ses admirations et ses têtes de Turc. L'histoire de France est scandée de déceptions, de lâchetés et même d'effondrements. Mais en chaque occasion elle a trouvé en elle-même, dans les profondeurs de son passé, la source de ces rebonds qui l'ont faite rare sur la planète.

Mon intention dans ces pages est de renverser le propos du prince du *Guépard* de Lampedusa dont on nous rebat les oreilles : « Tout changer pour que rien ne change. » Au contraire, pour ce qui touche à la manière d'être de la République, au respect porté par les élus à leurs compatriotes, à l'image de la France dans le monde, à la

réputation de notre pays et à l'ambition de différence qu'elle exprime, le devoir est de respecter certains rituels de haute tenue et les formes, patinées par le temps, du fonctionnement de la démocratie – afin que tout le reste puisse évoluer, grâce aux forces du mouvement, contre les conservatismes multiformes qui se dissimulent sous une fausse modernité.

Une conviction doit être, au sens propre du mot, primordiale : pour qu'une réforme réussisse au-delà des moulinets, pour qu'elle trouve son chemin jusqu'à l'aboutissement avec l'agrément du peuple, il faut un État qui en soit un, dont les serviteurs soient fiers, parlant au nom d'une France qui se sente digne d'elle-même dans le monde.

Il existe plusieurs façons d'aborder l'avenir de notre pays, du côté des débats sur les objectifs et les processus. Que chacun s'y emploie là où il se sait suffisamment informé ! Je m'y efforce dans certains domaines. Mais dans quelques-uns seulement. « Un intellectuel, disait je ne sais plus qui, est un homme très compétent sur une question et qui parle de tout le reste. » Évitons cette dérive. En revanche, je me sens autorisé et appelé à réfléchir au ressort que constitue l'image de soi – pour la nation et pour l'État.

Il ne s'agit pas ici d'une description critique des réformes promises et non accomplies au cours du quinquennat qui s'achève, pas plus que de la politique étrangère dans son ensemble. Il ne s'agit pas d'un ouvrage de plus sur Nicolas Sarkozy comme homme public. La question du fonctionnement de

Extrait de la publication

l'État dans la République dépasse sa personnalité, aussi spécifique et curieuse soit-elle. Que notre gauche le prenne comme son premier défi. Afin que le temps de sa présidence, au regard de l'État, n'apparaisse pas après coup comme le début d'une déconfiture, mais comme une parenthèse qui s'est vu clore, heureusement.

L'actuel président de la République m'intéresse comme personnage, dès lors qu'une forte majorité de nos compatriotes, après l'avoir élu en 2007, éprouve, ainsi qu'en témoignent toutes les mesures de l'opinion, un inconfort démocratique à se trouver représentée par lui. Et il me passionne comme acteur, appelant à comprendre pourquoi il *n'habite pas* sa fonction – et pourquoi il a paru voué, après que s'est évanouie une exaltation provisoire, à la dégrader sur la durée.

Son dynamisme, tel qu'il s'affiche et tel qu'il s'incarne, avec une éloquence de prétoire, sur les quatre écrans de notre communication moderne : cinéma, télévision, Internet, téléphone… constitue, sous la lumière que je propose, un péril plus qu'un atout. Le mieux de lui, dans ce champ, est peut-être cette énergie constamment affichée, fondée sur un courage personnel qu'on lui dénie rarement. Le pis : la manière dont il en use aux dépens de l'État républicain.

Le plus inquiétant serait, une indignation chassant l'autre, que nous nous trouvions, en somme, mithridatisés contre tous les poisons. Et j'ai souhaité rassembler ici, pour servir la mémoire, donc la pertinence des jugements à exprimer bientôt

Extrait de la publication

dans les urnes, bon nombre des motifs d'inquiétude et de chagrin qui se sont accumulés, quant à la marche de l'État, au cours du quinquennat qui s'achève. Ce livre ne se résumera pas à une dénonciation morose. Sa première ambition est d'être utile pour la suite.

Extrait de la publication

I

VIOLENCES ET DÉDAINS

> « Les princes qui ont voulu se rendre despotiques ont (…) toujours commencé par réunir en leur personne toutes les magistratures. »
>
> Montesquieu, *L'Esprit des lois*, 1748

Parce que le destin de Simone Veil a installé celle-ci dans l'admiration des Français, la portée de l'événement a été dissimulée. Le chef de l'État s'est aperçu soudain que cette icône de notre République n'appartenait pas à la Légion d'honneur. Stupéfiante découverte ! Quelle iniquité ! Et il n'a pas imaginé de lui donner seulement le ruban, celui de chevalier, celui du premier échelon dans l'Ordre. Indigne d'elle, n'est-ce pas ?

Je soupçonne, en tout cas j'ose croire, que quelque fonctionnaire courageux a dû lui rappeler qu'une règle ancienne disposait (sauf pour les étrangers) que nul ne pouvait être nommé dans la Légion d'honneur qu'avec le premier grade de chevalier et que les promotions étaient subordonnées à des règles de délai entre les trois grades (chevalier, officier, commandeur) et les deux dignités (grand officier et grand croix). Il s'agit du Code de la Légion d'honneur. Certes, il était prévu des

Extrait de la publication

intervalles raccourcis, pour des mérites éclatants. Mais il fallait une décision en Conseil des ministres, ce qui marquait ces choix d'une solennité rare. Et, de toute façon, il n'était pas question qu'on fît sauter quiconque à pieds joints par-dessus les échelons.

Sur la légitimité et la place des décorations dans une République, on peut débattre à l'infini. Mais ce qui appelle l'attention, c'est que ce principe n'avait pas été fixé au hasard : il était destiné à protéger la dignité de l'Ordre contre les caprices des ministres ou des princes, contre les récompenses données aux serviles, contre la courtisanerie la plus mesquine, en somme. On instrumentalise Simone Veil pour ouvrir la route. Et ensuite ? La protection a sauté. On a modifié le code à cette fin, en son article R.17. « Je dis, je veux, applaudissez-moi ! »

L'épisode peut paraître minuscule et pourtant il est exemplaire : agacement devant tout ce qui peut, dans la tradition, entraver le pouvoir brut, ostentation d'une liberté supérieure à toutes les règles, utilisation démagogique à courte vue de ce que l'on escompte devoir plaire aux irréfléchis, atteinte démagogique à la noblesse des héritages.

Les ministres humiliés

Dans un entretien télévisé avec des journalistes, le 5 février 2008, Nicolas Sarkozy s'est écrié qu'on avait grand tort de lui reprocher de tenir la bride trop serrée à son Premier ministre, arguant que

Mise en page
PCA
44400 Rezé

N°édition : L.01ELJN000463.N001
Dépôt légal : mars 2012

Extrait de la publication

Extrait de la publication